



**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES N° DC006\_2025**

**Type de procédure :**

*Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1 et R2123-1  
du code de la commande publique*

**OBJET DU MARCHÉ :**

**TRAVAUX DE REMPLACEMENT DE 11 PORTES D'ENTRÉE DES LST AVEC INTÉGRATION  
D'UN SYSTÈME DE CONTRÔLE D'ACCÈS SUR 8 PORTES  
CASERNE DONADIEU À MARSEILLE (13)**

**Représentant du Pouvoir Adjudicateur :**

*Commandant de la région de gendarmerie PACA  
162, avenue de la Timone  
13387 MARSEILLE Cedex 10*

**Ordonnateur secondaire :**

*Secrétariat Général pour l'Administration du  
Ministère de l'Intérieur Sud  
Centre de services partagés CHORUS  
299 chemin de Sainte Marthe – CS 90495  
13313 MARSEILLE Cedex 14*

**Comptable assignataire :**

*Direction régionale des finances publiques  
de Provence-Alpes-Côte d'Azur  
16 rue Borde  
13357 MARSEILLE Cedex 20*

**Correspondant technique :**

*Service des affaires immobilières  
171 avenue de Toulon  
13010 MARSEILLE  
04 96 20 78 07  
[sai.ggd13@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sai.ggd13@gendarmerie.interieur.gouv.fr)*

**Correspondant administratif :**

*RGPACA - BBA - Section administration  
162 Avenue de la Timone – CS 90086  
13387 MARSEILLE Cedex 10  
Tél : 04 91 85 73 08  
[sa.bba.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:sa.bba.rgpaca@gendarmerie.interieur.gouv.fr)*

**Imputation Budgétaire :**

*ETAT – GENDARMERIE– CRÉDITS BUDGÉTAIRES – Programme 152 – AG 308 SÉCURISATION*

**NOMENCLATURE CPV 2008 :**

- LOT 1 : 45421100-5 - Pose de portes et de fenêtres et d'éléments accessoires
- LOT 2 : 45310000-3 – Travaux d'équipement électrique

**GM :**

- LOT 1 : GM 37.03.02 - Petit travaux de menuiserie (bois, aluminium, PVC)
- LOT 2 : GM 37.02.07 - Maintenance instal matériel de sécurité (accès, alarme)

***Le présent C.C.T.P. comporte 16 pages numérotées de 1 à 16 + 11 annexes***

## Table des matières

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2 – ORGANISATION DE L'ACHAT.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 3 – LIEU, DÉLAI D'EXÉCUTION ET DURÉE D'EXÉCUTION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 4 – GÉNÉRALITÉS.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 5 – CONNAISSANCE DES LIEUX – PRISE DE POSSESSION DE CHANTIER.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 6 – FORMALITÉS PRÉLIMINAIRES – OBTENTION DES AUTORISATIONS.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 7 – CONTRAINTES COMMUNES À L'ENSEMBLE DES OUVRAGES.....</b>	<b>4 à 5</b>
7.1. HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	4
7.2. PROTECTION DES PERSONNES ET DES OUVRAGES.....	4
7.3. ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES.....	5
7.4. QUALITÉ ET ORIGINE DES MATÉRIAUX.....	5
<b>ARTICLE 8 – PRESCRIPTIONS DES DESCRIPTIFS.....</b>	<b>5</b>
<b>ARTICLE 9 – CONDUITE DE CHANTIER.....</b>	<b>5 à 6</b>
9.1. RÉUNIONS DE CHANTIER.....	6
9.2. DÉGRADATIONS ET RÉPARATIONS.....	6
<b>ARTICLE 10 – NORMES ET RÈGLEMENTS PARTICULIERS.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 11 – INSTALLATION DU CHANTIER.....</b>	<b>6 à 7</b>
11.1. ÉTAT DES LIEUX.....	6
11.2. ORGANISATION DE CHANTIER.....	6
11.3. ALIMENTATION EN ÉLECTRICITÉ ET EN EAU.....	6
11.4. ACCÈS CHANTIER.....	6
11.5. DÉLIMITATION DU CHANTIER ET SIGNALISATION.....	7
<b>ARTICLE 12 – CONSISTANCE DES TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
12.1. PLANS D'IMPLANTATION EN ANNEXE.....	7
12.2. CONTRAINTES PARTICULIÈRES.....	7
<b>ARTICLE 13 – NETTOYAGE DU CHANTIER.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 14 – RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 15 – REMISE DE DOCUMENTS APRÈS TRAVAUX.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 16 – CLAUSE D'INSERTION ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>8</b>
<b>DESCRIPTIF LOT 1.....</b>	<b>de 9 à 10</b>
<b>DESCRIPTIF LOT 2.....</b>	<b>de 11 à 15</b>
<b>ANNEXES</b>	
<b>ANNEXE 1 – PRISE DE CONNAISSANCE</b>	
<b>ANNEXE 2 – ATTESTATION DE VISITE</b>	
<b>ANNEXE 3 – PLAN 1<sup>ER</sup> ÉTAGE SR</b>	
<b>ANNEXE 4 – PLAN LST</b>	
<b>ANNEXE 5 – PLAN 2<sup>E</sup> ÉTAGE</b>	
<b>ANNEXE 6 – CARACTÉRISTIQUES DU SERVEUR MICROSESAM ACTUEL</b>	
<b>ANNEXE 7 – FICHE SST</b>	
<b>ANNEXE 8 – MÉMOIRE DE JUGEMENT TECHNIQUE – LOT 1</b>	
<b>ANNEXE 9 – MÉMOIRE DE JUGEMENT TECHNIQUE – LOT 2</b>	
<b>ANNEXE 10 – DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF) – LOT 1</b>	
<b>ANNEXE 11 – DÉCOMPOSITION DU PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE (DPGF) – LOT 2</b>	

## **Article 1 – Objet du marché**

Le présent marché a pour objet les travaux de remplacement de 11 portes d'entrée des LST avec intégration d'un système de contrôle d'accès sur 8 portes de la caserne Donadieu à Marseille (13) afin de renforcer de la sécurisation de la caserne.

comprenant :

- le changement d'huisseries,
- le remplacement du système de contrôle d'accès.

La caserne Donadieu située au 171 avenue de Toulon 13010 Marseille est positionnée vers le centre urbain de l'agglomération. Elle est constituée d'un bâtiment administratif regroupant plusieurs unités de gendarmerie. Le bâtiment 001 – dit administratif : ce bâtiment est construit en 2007.

## **Article 2 – Organisation de l'achat**

Le présent marché est à ordres de service et il comporte 2 lots composés de tranches fermes (TF) :

LOT N°1 : MENUISERIES

LOT n°2 : CONTRÔLE D'ACCÈS

## **Article 3 – Lieu et délai d'exécution**

L'ensemble des travaux seront à réaliser au lieu Groupement de gendarmerie départementale des Bouches du Rhône – caserne DONADIEU – 171 avenue de Toulon 13010 Marseille.

Le marché débute à sa notification et se termine à la réception des travaux.

Les travaux débuteront à la date fixée sur l'ordre de service pour la durée d'exécution mentionnée à la DPGF (phase de préparation comprise).

Chaque titulaire produira un calendrier d'exécution détaillé.

Le titulaire devra tenir compte du délai de livraison des matériaux. En conséquence, il ne pourra pas invoquer la contrainte des délais de commande ou de livraison pour justifier l'immobilisation des installations et le retard dans le bon déroulement du chantier.

**Dans le cas où un fournisseur serait défaillant, les titulaires devront se procurer un matériel équivalent offrant toutes les garanties de fonctionnement et de sécurité.**

## **Article 4 – Généralités**

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour objet de préciser les dispositions techniques relatives à l'exécution des travaux mentionnés à l'article 1 du présent document.

Il a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature, le nombre et les dimensions des ouvrages à exécuter.

## **Ce document devra être impérativement contrôlé par une visite du site avant chiffrage.**

En cas d'omission, d'imprécision ou de contradiction dans ces documents, l'entrepreneur obtiendra du maître d'ouvrage toutes les précisions ou tous renseignements complémentaires nécessaires et prévoira dans son offre tous les travaux indispensables à la bonne exécution des ouvrages. Par conséquent, l'entrepreneur titulaire du marché ne pourra pas faire état ultérieurement d'une erreur, omission ou imprécision quelconque pour ne pas exécuter les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages ou prétendre à un quelconque supplément de prix.

## **Article 5 - Connaissances des lieux – Prise de possession du chantier**

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- s'être rendu sur les lieux où doivent être réalisés les travaux (une **attestation de visite ANNEXE 2** du site sera visée par l'entrepreneur et le responsable technique considéré. Elle sera à joindre au dossier de candidature) ;
- avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées (conditions d'accès, d'approvisionnements...) ;
- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution et des conditions de phasage, afin de prévoir à son offre toutes incidences de coût pour toutes solutions particulières avec moyens adaptés, notamment la mise en place d'un moyen de levage pour l'approvisionnement des matériels ;

- avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution des travaux pour le respect des réglementations relatives à la sécurité du travail, des personnes présentes sur le site et de l'incendie ;
- connaître les disponibilités en eau, énergie électrique...
- en résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris parfaitement connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant de quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants (sans que cette énumération soit limitative) :

- état général du bâtiment ;
- vérification des quantitatifs, métrés et cotes ;
- tous autres constats que les entrepreneurs pourront faire.

Tous les documents graphiques remis au titulaire pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'il devra examiner avant tout commencement d'exécution.

Ces documents ne doivent en aucun cas être considérés comme des plans d'exécution d'entreprise. Le titulaire devra vérifier que toutes les indications fournies correspondent bien à la réalité, aux obligations des pièces écrites et de la réglementation.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

## **Article 6 - Formalités préliminaires – Obtention des autorisations**

Il appartiendra au titulaire d'effectuer, en temps utile, toutes les démarches et toutes les demandes auprès des services publics, services locaux ou autres, pour obtenir toutes autorisations nécessaires à la réalisation des travaux.

## **Article 7 - Contraintes communes à l'ensemble des ouvrages**

La liste des textes énoncés ci-après n'est pas exhaustive et ne constitue qu'un rappel des principales réglementations applicables aux installations :

- règlement sanitaire départemental ;
- les textes réglementaires sur la législation du travail et la protection des travailleurs ;
- les recommandations et règles techniques des divers organismes agréés ou professionnels ;
- les arrêtés, décrets et circulaires ministériels en vigueur en France ;
- les normes françaises ou de la communauté européenne ;
- les documents techniques unifiés ;
- les règles de l'art.

D'une manière générale, l'entreprise devra se conformer aux textes législatifs et administratifs de caractère national, départemental et municipal.

### **7.1. Hygiène et sécurité**

L'entreprise titulaire devra, en collaboration avec le responsable technique du site, prendre toutes les mesures qui s'imposent en matière de protection. A l'occasion de la visite préalable, des plans de prévention et de circulation ainsi qu'un permis feu seront rédigés pour chaque opération conformément aux textes en vigueur.

Les travaux se déroulant en site occupé, dans des bâtiments d'habitation et de bureaux, les risques d'interférences devront être identifiés et toutes les mesures visant à les limiter devront être mises en place.

L'entrepreneur est tenu de respecter les règles en vigueur en matière d'hygiène, de sécurité et de protection de la santé, tous les frais s'y rapportant sont à la charge de l'entrepreneur.

Le maître d'œuvre pourra faire appel à un coordonnateur SPS (sécurité et protection de la santé), s'il s'avère que des travaux comportent des risques particuliers de co-activité pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis, selon les articles R.4532-52 et R.4532-54 du code du travail.

### **7.2. Protection des personnes et des ouvrages**

L'entrepreneur prendra toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler ou à circuler en hauteur, conformément à la réglementation en vigueur :

- décret 2008-244 du 7 mars 2008 relatif au code du travail et notamment la section 8 précisant les dispositions particulières applicables à l'exécution de travaux temporaires en hauteur et à certains équipements de travail utilisés.

L'entrepreneur assurera la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus. Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux où sont réalisés les travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, le stockage des matériaux et la sortie des gravois. Pour les travaux dégageant de la poussière, l'entrepreneur prendra toutes les mesures pour éviter la propagation par la mise en place d'écrans en bâche, film vinyle voire l'emploi d'extracteurs si nécessaire.

Celui-ci devra également prendre toutes les dispositions utiles pour assurer la protection des personnes, à savoir :

- la pose et l'entretien de toute la signalisation nécessaire pour assurer la sécurité, notamment les interdictions d'accès au chantier et ce même si le bâtiment est inoccupé,
- le nettoyage général et parfait du chantier,
- l'entretien et la conservation pendant toute la durée du chantier des dispositifs de protection des personnes est sous la responsabilité des titulaires ainsi que la signalisation des parcours destinés aux usagers des abords immédiats du chantier.
- le stockage des matériaux, outils et engins est interdit à l'extérieur de l'enceinte du chantier. Des emplacements à cet effet auront été matérialisés lors de la visite préparatoire au chantier et à l'établissement du plan de prévention.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

### **7.3. Échantillons et prototypes**

L'entreprise présentera tous les échantillons et les fiches techniques produits demandés par le maître d'œuvre. Les échantillons seront présentés sur des surfaces significatives type présentoirs, ou sur place dans des conditions réelles d'exécution.

L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'agrément. L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du Maître d'œuvre.

### **7.4. Qualité et origine des matériaux**

Indépendamment de leur conformité avec les règlements et textes précités, les matériaux et les fournitures employés seront toujours neufs, d'un type normalisé de première qualité et mis en œuvre avec le meilleur fini, suivant les règles de l'art et les prescriptions des fabricants.

Pour les matériels spécifiques, l'entrepreneur fournira dans son offre, une documentation complète, accompagnée des caractéristiques techniques des produits proposés. Ils devront avant leur mise en œuvre, faire l'objet d'un agrément par le maître d'œuvre.

## **Article 8 - Prescription des descriptifs**

Les prescriptions contenues dans ce CCTP ne doivent à aucun moment apparaître comme un obstacle à la réalisation des présents projets et en particulier les modes ou techniques de réalisation qui s'y trouvent ne sauraient en aucun cas fermer la porte à toute évolution, soit de technique, soit de fabrication, étant entendu toutefois que les travaux sont à effectuer dans le respect des règles de l'art.

Durant la période réservée à l'étude de prix, et en tout état de cause avant le dépôt des offres, l'entrepreneur sera tenu de signaler par écrit au correspondant administratif, toute erreur ou omission qu'il pourrait relever ainsi que toute anomalie qu'il estimerait préjudiciable à la bonne réalisation de l'ouvrage et à l'exécution des travaux de la présente consultation.

Un ouvrage doit donc satisfaire à l'usage que l'on en attend et présenter l'aspect et la technicité demandés. La façon d'y parvenir et les moyens employés restent du domaine de l'entrepreneur à condition qu'à aucun moment la qualité des projets n'ait à en souffrir.

## **Article 9 - Conduite de chantier**

L'entrepreneur soumettra à l'agrément du maître d'œuvre le type d'installation de chantier et l'implantation qu'il envisage de réaliser.

L'entrepreneur prévoira toutes les prestations nécessaires au parfait achèvement des travaux et notamment :

- l'amenée et le repli des installations de chantier ;
- les échafaudages et/ou moyens de levage y compris pose, dépose et enlèvement ;
- le nettoyage du chantier pendant et en fin d'exécution des travaux, afin que le chantier soit en permanence propre et contribue à la sécurité des personnes ;
- le respect du règlement de voirie ;
- l'élaboration de la planification et le respect des délais ;

- l'exécution des contrôles, essais, etc...

L'entrepreneur devra fournir avant le début des travaux :

- liste nominative des personnels susceptibles de travailler sur le site avec copie de leur pièce d'identité ;
- carte grise des véhicules de l'entreprise devant accéder à la caserne de Gendarmerie ;

### **9.1. Réunions de chantier**

La fréquence des réunions de chantier sera décidée par le maître d'œuvre lors de la première réunion de coordination de travaux.

L'entreprise désignera un responsable unique de chantier, qui devra assister à tous les rendez-vous de chantier et répondre à toutes les convocations du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage.

Le responsable du chantier devra nécessairement être nanti de tous les pouvoirs, en matière de décisions d'ordre techniques.

### **9.2. Dégradations et réparations**

Consécutivement à l'exécution des travaux, toutes les dégradations aux installations du bâtiment, inondations, tuyauteries, câblage ou matériel, bris de vitrage, menuiserie..., seront réparées aux frais de l'entreprise titulaire.

L'entreprise veillera particulièrement à ne pas détériorer les façades des bâtiments, la décoration intérieure des locaux, les espaces verts, les trottoirs et autres enrobés sur le site.

## **Article 10 - Normes et règlements particuliers**

Les installations doivent être exécutées dans le respect des règles de l'art et conformément aux normes, décrets et arrêtés et DTU en vigueur à la date de remise de l'offre par l'entrepreneur.

## **Article 11 - Installation de chantier**

### **11.1. État des lieux**

L'entreprise réalisera avec le correspondant technique, un état des lieux des façades et abords des bâtiments avant travaux.

L'état de la décoration intérieure des locaux est réputé être en bon état, toutefois, l'entreprise signalera au maître d'œuvre les logements présentant des dégradations aux endroits où les travaux doivent être exécutés.

### **11.2. Organisation de chantier**

Lors de l'établissement des plans de prévention, il sera défini les emplacements :

- cantonnements ;
- aire de stockage ;
- aire de stationnement ;
- échafaudage ou système de levage ;
- bennes de tri, protection diverses etc...

Les fournitures et matériaux sur le chantier en attente de pose doivent être stockés à l'abri des intempéries et des chocs. Les conditions de stockage doivent être telles qu'ils ne subissent aucune déformation ou détérioration.

### **11.3. Alimentation en électricité et en eau**

Les alimentations principales et leurs branchements nécessaires pour les besoins du chantier sont à la charge de l'entreprise. Les consommations sont à la charge du maître d'ouvrage.

### **11.4. Accès chantier**

L'accès chantier se fera par l'entrée principale de la caserne qui sert également d'accès au public. En conséquence, les risques d'interférences seront pris en compte et les zones de manœuvre et de stationnement seront définies dans le plan de prévention.

Une pièce d'identité des personnes devant se rendre sur le chantier peut être demandée à tout moment pour effectuer un contrôle. Préalablement à l'ouverture du chantier chaque titulaire fera parvenir la carte nationale d'identité des personnels appelés à travailler sur le site, l'immatriculation et l'assurance des véhicules et le permis de conduire du conducteur.

### **11.5. Délimitation du chantier et signalisation**

Conformément aux plans de prévention établis dans le cadre du chantier, l'entreprise sera chargée de baliser et sécuriser les zones de travaux et de stockage, valant périmètre de sécurité en périphérie complète de la zone de stockage et de cantonnement. Des panneaux d'interdiction de pénétrer seront mis en place au droit de ces zones.

## **Article 12 - Consistance des travaux**

### **12.1. Plans d'implantation en annexe**

### **12.2. Contraintes particulières**

Le titulaire susceptible d'utiliser des engins de chantier portera une attention à ce que les matériels soient en parfait état mécanique et ne présente aucune fuite d'hydrocarbure.

Tout déversement accidentel d'hydrocarbure entraînera immédiatement l'arrêt du chantier et les services préfectoraux en seront immédiatement informés (D.D.A.S.S.)

L'entrepreneur s'assurera également des possibilités d'accès pour son matériel et ses engins, sur le site.

Le titulaire devra tenir compte dans son offre des contraintes inhérentes à la réalisation des travaux dans des enceintes militaires en site occupé pendant la période d'exécution.

**Les métrés et quantitatifs devront faire l'objet d'une vérification lors de la visite sur site.**

L'exécution des ouvrages décrits au présent marché s'entend :

- toutes sujétions et travaux de finitions compris ;
- fourniture et pose de l'ensemble de la quincaillerie et autres accessoires divers nécessaires à la mise en œuvre des ensembles énumérés ci-dessous ;
- nettoyage et remise en état pouvant résulter des travaux effectués par l'entrepreneur ou des personnels intervenants pour son compte afin de donner un aspect fini aux installations.

## **Article 13 - Nettoyage du chantier**

L'entrepreneur devra maintenir son chantier en parfait état de propreté durant l'intégralité des travaux.

En fin de chantier y compris les travaux des autres lots du présent marché, il devra le nettoyage des zones de cantonnement, de stockage et de circulation.

De plus, il devra le balayage et le nettoyage complet des locaux ayant fait l'objet des travaux. A cet effet, il devra le nettoyage des sols (carrelage logement + balcon), des faïences, de tous les éléments en bois (portes, meubles, etc...), de tous les éléments métalliques (huisseries, accessoires, etc...), appareils sanitaires et électriques et le nettoyage des vitres.

## **Article 14 - Réception des travaux**

Le contrôle et la réception seront réalisés conformément au CCAP.

Elle sera prononcée par le maître d'ouvrage, lorsque l'ensemble des travaux sera reconnu terminé, conforme aux plans d'exécution, en bon ordre de fonctionnement et répondant aux normes et conditionnée par la présentation d'un procès verbal avec ou sans réserve(s), visé par la maîtrise d'œuvre.

## **Article 15 - Remise de documents après travaux**

La réception sera conditionnée par la présentation du procès verbal de contrôle (voir supra) sans observations, visé par la maîtrise d'œuvre.

En fin de chantier et avant la réception des travaux, l'entreprise remettra au maître d'œuvre un dossier de récolement

constitué d'un exemplaire numérique sur clé USB avec des fichiers au format PDF, et un exemplaire papier sous chemises cartonnées comprenant :

- Implantations des différents équipements ;
- Les détails d'exécution ;
- Les fiches et les avis techniques ;

- Les caractéristiques de matériaux mis en œuvre ;
- La nomenclature des fournitures avec les noms et adresses des fournisseurs ;
- Les procès verbaux et les certificats de conformité.

## **Article 16 - Clause d'insertion environnementale**

Le maître d'ouvrage choisit de mettre en place une bonne gestion des déchets de chantier.

La législation sur les déchets a fixé les priorités de la politique déchets :

- Prévention et réduction de la production et de la nocivité des déchets
- valorisation des déchets pour réemploi, recyclage ou valorisation énergétique
- Stockage uniquement des déchets ultimes en installation de stockage.

Ainsi que des objectifs forts pris en conformité avec ces priorités à savoir :

- atteindre un minimum de 70 % de valorisation matière des déchets non dangereux BTP à horizon 2020
- stabilisation de la production de déchets du BTP en 2020 au niveau de 2010
- réduction de la quantité de déchets non dangereux mis en décharge (-30 % à horizon 2020 et - 50 % à horizon 2025 par rapport à 2010)

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions de réduction et de gestion des déchets .

### Gestion des déchets

L'entreprise détaillera les moyens techniques qu'elles proposent afin de réduire la production de déchets. Elle devra sensibiliser l'ensemble de son personnel avant le démarrage du chantier, et régulièrement pendant son déroulement, aux modalités de collecte (ex : non mélange, lieux de stockage intermédiaire aux postes de travail, etc.) et aux bonnes pratiques de gestion des déchets propres à l'opération, de maintenir le chantier propre et libre de tout déchet pendant et après l'exécution des travaux dont elle a la charge, de trier (ou non mélanger) les déchets selon l'organisation choisie et en particulier de ne pas mélanger les déchets dangereux avec les autres types de déchets.

« Sur le chantier, il est strictement interdit de :

- brûler les déchets,
- d'abandonner ou enfouir sur le chantier ou en-dehors, les déchets,
- de recourir à des filières, collecteurs ou des sites de traitement non réglementaires ou non autorisés,
- de déverser des déchets solides ou liquides dans les réseaux d'assainissement.

L'entreprise devra proposer un schéma d'organisation des déchets, en précisant :

- le degré de non mélange et de tri qui sera réalisé,
- les moyens mis en place pour le tri des déchets (type de contenant, localisation, etc.),
- les filières de traitement vers lesquelles sera acheminé chaque type de déchets, en privilégiant le recyclage et en mentionnant les plates-formes de regroupement par lesquelles ils pourront transiter,
- les moyens humains mis en œuvre pour la gestion des déchets et sa surveillance,
- les moyens de formation et de sensibilisation des ouvriers,

Modalités de suivi de la gestion des déchets :

L'entreprise apportera au maître d'ouvrage la preuve de la destination des déchets et de la conformité à la réglementation de cette destination. Pour cela le(s) bordereau(x) de suivi de déchets devront être intégrés dans le DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés)

« Si une entreprise ne souhaite pas participer à la gestion des déchets mise en place sur le chantier car elle possède sa propre filière de traitement de déchets, elle devra fournir au maître d'ouvrage un justificatif. »





## LOT 1 : MENUISERIES

Tous les travaux à réaliser comprennent l'installation et le nettoyage du chantier.

RAL des menuiseries (identique au RAL actuel)

**POINT IMPORTANT : la proposition devra détailler les mesures préconisées pour maintenir la caserne close, sécurisée et plus particulièrement en dehors de la période de travaux. Un système de fermeture des baies provisoire et renforcé sera impérativement proposé.**

Les travaux s'entendent terminés avec esthétique soignée avec retouches de peintures éventuelles après reprises des murs.

Toutes les serrures seront intégrées avec à minima 1 point de fermeture à contrôle de béquilles sur organigramme, même clés pour toutes les serrures posées avec carte de reproduction (clés reproductibles par service gendarmerie).

L'entreprise pourra proposer un autre système s'il est plus fiable et s'il permet de réaliser une économie.

L'ensemble des portes sera à ouverture par contrôle d'accès mis en place par le lot électricité.

Les serrures seront choisies et mises en place après concertation avec le titulaire du lot électricité pour étudier la concordance des installations.

*Localisation sur annexe 4 plan (dimension donnée à titre indicatif à contrôler sur place) ;*

### Travaux pour l'ensemble des portes (1,2,3,5,6,7,9,11) :

Porte 1 : 1340 x ht 2500 – 2 vantaux tiercés

Porte 2 : 1540 x ht 2500 – 2 vantaux tiercés

Porte 3 : 1540 x ht 2500 – 2 vantaux tiercés

Porte 5 : 1540 x ht 2470 – 2 vantaux tiercés

Porte 6 : 1550 x ht 2500 – 2 vantaux tiercés

Porte 7 : 1550 x ht 2530 – 2 vantaux tiercés

Porte 9 : 1550 x ht 2530 – 2 vantaux tiercés

Porte 11 : 1950 x ht 2470 – 2 vantaux tiercés

- dépose des portes existantes ;
- fourniture et pose de doubles portes métalliques adaptées aux bâtis (toutes sujétions comprises).

Les portes seront sur allège pleine et surmontée d'un vitrage anti effraction.

La proposition tiendra compte des travaux annexes nécessaires pour la consolidation du bâti aux nouveaux ouvrants, des travaux de continuité, de la mise en place éventuelle de profils, de la prise en compte de l'ancien cadre dormant conservé pour la continuité du tableau.

Les portes d'accès au bâtiment LST sont de type A2P CR3 locaux techniques.

Elles disposent des éléments et/ou caractéristiques suivants :

- ferme porte mécanique de force 3 minimum. La force du ferme-porte sera proposée en fonction du poids de celle-ci et de la fermeture par serrure mécanisée. L'à-coup final devra permettre la fermeture de la porte et l'enclenchement de la serrure.
- serrure motorisée ; (compatible contrôle d'accès)
- serrure mécanique de sûreté A2P (même classe de résistance que la porte) avec clés pour verrouillage/déverrouillage de la porte en cas de coupure d'alimentation électrique.
- serrure intégrée avec 1 point de fermeture à contrôle de béquilles avec sortie libre + 6 clés de déverrouillage de porte (si système en panne) + carte de reproduction; la serrure sera en capacité de remonter l'information de son état à l'UTL (journaux de log) – carte / ouverture poignée / ouverture par clé - à identifier avec le titulaire du lot contrôle d'accès.
- système anti-rebond (pêne demi-tour) ;
- sens de l'entrée : ouverture par contrôle d'accès (carte professionnelle) ou par clé en cas de défaillance du système. Le présent lot prendra à sa charge les réservations nécessaires pour le branchement de l'alimentation électrique. Le titulaire fournira impérativement le descriptif des serrures mécaniques avec la tension – Les serrures seront choisies en concertation avec le lot contrôle d'accès.
- sens de la sortie : ouverture par barre anti panique et crémone pompier, ou système déverrouillage serrure électrique (y compris signalisation incendie).
- La certification du CNPP (ou équivalent) est obligatoire pour l'ensemble du bloc-porte.

Les encadrements en place devront faire l'objet d'une réfection (remise en peinture des encadrements en place et nettoyage des vitres)

**Travaux pour l'ensemble des portes (4, 8, 10) :**

*Porte 4 : 1050 x ht 3050 – 1 vantail + imposte*

*Porte 8 : 1508 x ht 2128 - 2 vantaux*

*Porte 10 : 1545 x ht 2430 – 2 vantaux tiercés*

- dépose des portes existantes ;
  - fourniture et pose de doubles portes métalliques adaptées aux bâtis (toutes sujétions comprises).
- Les portes seront sur allège pleine et surmontée d'un vitrage anti effraction pour les portes 4 et 10.

La porte sera entièrement pleine pour la numéro 8.

La proposition tiendra compte des travaux annexes nécessaires pour la consolidation du bâti aux nouveaux ouvrants, des travaux de continuité, de la mise en place éventuelle de profils, de la prise en compte de l'ancien cadre dormant conservé pour la continuité du tableau.

Les portes d'accès au bâtiment LST sont de type A2P CR3 locaux techniques.

Elles disposent des éléments et/ou caractéristiques suivants :

- ferme porte mécanique de force 3 minimum. La force du ferme-porte sera proposée en fonction du poids de celle-ci
- serrure mécanique de sûreté A2P (même classe de résistance que la porte) avec clés pour verrouillage/déverrouillage de la porte.
- Serrure intégrée avec 1 point de fermeture à contrôle de béquilles avec sortie libre + 6 clés de déverrouillage de porte + carte de reproduction
- système anti-rebond (pêne demi-tour) ;
- sens de l'entrée : par clé
- sens de la sortie : ouverture par barre anti panique et crémone pompier.
- La certification du CNPP (ou équivalent) est obligatoire pour l'ensemble du bloc-porte.
- Les 3 portes seront pré équipé d'un système permettant de faire remonter l'état de la porte (ouverte ou fermée – dispositif devra en choisit en concertation avec le lot contrôle d'accès.)

Les encadrements en place des portes 4 et 10 devront faire l'objet d'une réfection (remise en peinture des encadrements en place et nettoyage des vitres).

**Pour l'ensemble des 11 portes, Un jeu de 3 clefs devra être fourni permettant l'ouverture de l'ensemble des portes remplacées + carte de reproduction.**

**SE/PSD sur la protection du secret de la défense nationale**

⇒ **Recommandations sur la sécurisation des systèmes de contrôle d'accès physique et de vidéoprotection – v2.1 du 10/10/2023**

⇒ **Note 7 v2 : « méthodologie pour évaluation CSPN contrôle d'accès » du 23/11/2023**

⇒ **Le corps du référentiel général de sécurité version 2.0**

⇒ **Annexe 1 jointe (à signer – son absence au dossier entraîne le rejet de l'offre) ;**

➔ **Système de contrôle d'accès :**

Le système repose sur l'utilisation de la fonctionnalité sans contact des cartes professionnelles de la gendarmerie (type « carte agent »).

Les solutions proposées devront impérativement répondre aux critères de certification CSPN de l'ANSSI, conformément à une configuration de type 1 et compatible avec le système déjà en place au CORG13.

➔ **Exigence réglementaire (obligatoire) :**

Les entreprises soumissionnaires devront signer l'annexe 1, attestant qu'elles ont lu et compris en outre :

- les exigences du guide de l'ANSSI,
- les clauses simplifiées de cybersécurité,

**Ce document devra impérativement être joint au devis. À défaut, l'offre sera déclarée irrecevable.**

➔ **Maintenance du matériel :**

Le titulaire du marché s'engage à assurer le maintien en condition de sécurité (MCS) du matériel existant pour une durée de deux ans à compter de la réception des travaux. Visite du site obligatoire 1x par an minimum.

Cette obligation devra être expressément mentionnée dans le devis.

✦ Aspect général :

➔ **Coordination inter-lots – Menuiserie et contrôle d'accès :**

Le présent lot s'inscrit dans le cadre d'un marché global, incluant notamment le remplacement d'au moins 8 portes sur 11 du bâtiment principal.

La société qui remportera le lot menuiserie devra impérativement se coordonner avec le titulaire du lot « contrôle d'accès » :

- le type de fermeture compatible avec le système sans contact,
- la tension nécessaire à l'alimentation du module,
- ainsi que les limites précises de prestation de chacun.

Ces éléments devront être clairement spécifiés dans le devis.

Le titulaire du lot « contrôle d'accès » devra par conséquent se coordonner étroitement avec le titulaire du lot menuiserie, afin de garantir une intégration fluide et une mise en service opérationnel du dispositif.

Exemple (p104 du document de 2ème référence) :

Résistance aux attaques logiques		Exigence
	L1	Le temps de réponse entre la présentation d'un badge et la réception de la commande d'ouverture de l'accès doit être inférieur à 0,5 s.
	L1	Le temps d'apparition d'une alarme sur une console d'exploitation (en service) doit être inférieur à 2 s.
	L1	Le temps de transmission d'une information d'accès au GAC doit être inférieur à 2 s.

ex : Compatibilité matérielle, mise à niveau et alimentation électrique :

L'ensemble des équipements du lot (lecteurs, cartes, unités de traitement locales – UTL) devra être mis à jour vers la dernière version disponible du constructeur.

La solution proposée devra impérativement être totalement compatible avec le système de contrôle d'accès existant (TIL).

L'alimentation électrique de l'ensemble des dispositifs installés devra être raccordée au réseau ondulé et secouru.

Le service SAI13 indiquera, lors de la visite préalable obligatoire, les points de raccordement à utiliser.

Des plans (annexes 3, 4 et 5) sont fournis pour pouvoir situer les explications ci-dessous.

- **LOCAL SOLC - serveur - local 260 :**

- Mise en place d'un switch manageable derrière le serveur dans une petite baie accrochée au mur (à prévoir) ;
- serveur NTP autonome sur le LAN du contrôle d'accès (pour serveur) ;
- MAJ/migration de l'ensemble des matériels TIL existants/présents sur site + MAJ PC de gestion avec ajout de 8Go de Ram (+ vérifier la conformité matérielle du serveur GAC actuel avec les préconisations 2025 du constructeur et l'upgrader si besoin) - Cf fiche jointe;
- mise en place d'un câble HDMI pour 2ème écran sur ce serveur (prévoir carte graphique en conséquence) – ce 2ème écran sera mis en HDMI proche du poste CORG1 pour la supervision de l'état ouverture des portes du site – (écran 32 pouce à ajouter) – création de cette supervision à prévoir ( dont remontée des alarmes) ;
- un pack supplémentaire de 10 licences MicroSesam 'Administrateur' (cf annexe 6)

- **LOCAL GAC (dans l'actuelle salle archives du CORG) – local 262 :**

- Installation d'un poste client conforme aux préconisations constructeur (écran 26 pouces minimum – clavier souris filaire) + encodeur de table ; mettre un swith pour lien avec le switch du serveur à mettre en place
- installation d'un transmetteur (supplémentaire) d'alarme sur ligne analogique (fourniture de la ligne sur PABX par les SOLC), il devra pouvoir être appelé depuis l'extérieur pour test de bon fonctionnement ; (12 contacteurs minimum – 4 n° d'appel – test par appel du transmetteur possible) ;

Le transmetteur actuel (dans la salle ISIS CORG) sera reprogrammé pour ne gérer que les alarmes techniques. Le nouveau transmetteur sera paramétré pour le reste des alarmes.

- A mettre sur porte existante : serrure mécanisée/ motorisée de sûreté compatible contrôle d'accès (de niveau de résistance équivalente à la porte existante) avec clés pour verrouillage/déverrouillage de la porte

en cas de coupure d'alimentation électrique ; ---- sens de l'entrée : ouverture par contrôle d'accès (carte professionnelle) ou par clé en cas de défaillance du système // sortie par béquille en mode mécanique.

Pour les alarmes (proposition de l'installateur possible) :

- Message différencié pour chaque remontée d'alarme sur transmetteur d'alarme

#### **transmetteur 1 :**

**Alarme 1** : problème technique (coupure de courant, panne système...).

Faire un découpage de zone, UTL pour identification rapide du problème – au maximum de la capacité de l'alarme – centrale (dans salle ISIS CORG) à déplacer dans la présente pièce.

#### **transmetteur 2 :**

**Alarme 2** : défaut général (fausse manipulation, ouverture sur déclencheur manuel).

**Alarme 3** : alerte intrusion ISIS

**Alarme 4** : ouverture sous contrainte ISIS

Faire un découpage de zone, différencier les pièces pour identification rapide du problème – au maximum de la capacité de l'alarme –

- Mise en place d'une caméra à l'extérieur qui filme (grand angle) la porte CORG et la porte d'accès du GAC - renvoi de l'image sur écran 24 pouces (à prévoir) au poste CORG1 (pas d'enregistrement nécessaire).

- L'UTL (nouveau) sera mis en place dans cette pièce. (Possible coffrets de déport pour carte MLP2 au rez-de-chaussé – si besoin) Demande accord à la SOLC pour les emplacements.

#### ● **Local ISIS CORG - local 261:**

- changer l'UTL de côté du mur ; il est à gauche en entrant – il faut le mettre à droite

- reprendre la programmation ; quand on est dedans, si quelqu'un veut entrer, il faut tous sortir puis rentrer ; il doit y avoir la possibilité d'ouvrir la porte avec sa carte, dans la foulée, badge +code (sans refermer la porte) puis re-renter (il faut garder la désactivation de la tempo de 30s d'ouverture quand même pour les classes 2).

#### ● **Système générique des portes :**

Sur les 11 portes, 10 doivent être changées . Se référer aux préconisations générales.

Serrure mécanique/motorisée de sûreté (compatible contrôle d'accès) (CR3 – A2P // norme EN 1627) avec clés pour verrouillage/déverrouillage de la porte en cas de coupure d'alimentation électrique ; ---- sens de l'entrée : ouverture par contrôle d'accès (carte professionnelle) ou par clé en cas de défaillance du système // sortie par béquille en mode mécanique (serrure à charge du lot menuiserie).

Serrure électromécanique à mettre sur la porte n°8 ; avec contrôle d'accès (dont signal de position ouverture)

#### ● **Sécurisation de la SR - 1er étage :**

Cf plan SR (annexe 3).

2 portes seront mises pour isoler une partie du couloir. (marché menuiserie)

Serrure mécanique/motorisée de sûreté (compatible contrôle d'accès) (même niveau de résistance que les portes installées) avec clés pour verrouillage/déverrouillage de la porte en cas de coupure d'alimentation électrique ; ---- sens de l'entrée : ouverture par contrôle d'accès (carte professionnelle) ou par clé en cas de défaillance du système // sortie par béquille en mode mécanique .

- **Local ISIS GAR- local 175 :**

- sonde de température ;
- détecteur incendie ;
- alarme volumétrique double technologie (détecteur infrarouge (IR) et détecteur hyperfréquence) ;
- voyant rouge de présence (à l'extérieur) ;
- sirène de 100dB (si accès non autorisé) ;
- fourniture et pose d'une climatisation (cf référentiel fiche ISIS) pour respecter le maximum de 23°C et le minimum de 19°C.
- ajout d'une serrure 1 point mécanique dans le local ISIS (lié au contrôle d'accès)
- lecteur carte + code à l'entrée
- lecteur simple pour sortir.
- lecteurs à mettre sur UTL du local ISIS-CORG (câble à faire passer dans gaine capri ;

- mettre une baie à l'arrivée au mur en angle au fond de la pièce – ceinturer en goulotte la pièce avec du réseau (6 prises RJ45 au total à plus de 1,5 de la baie) et électricité. Le réseau va de la goulotte à la baie.

En cas de problème de lecteur ou de carte :

Pose d'un déclencheur manuel **vert** armé pour être actionné en cas d'urgence.



En cas de perte d'énergie :

Pose d'un "Boîtier pour clé de secours avec marteau brise glace" pour qu'une des clés de secours y soit mise pour permettre la sortie de la pièce en cas de coupure/défaillance électrique générale.

Programmation identique à la zone ISIS du CORG (config des alarmes dans config Micro-Sésam) (Cf ci-dessous)

- **Liaison entre le local ISIS et LOCAL GAR**

Pour le lien entre ISIS CORG et ISIS-GAR, il sera installé 4 câbles de type S/FTP -[de la baie ISIS CORG à la goulotte dans la pièce ISIS GAR] + 1 fibre OM2/OM3 :

- mettre une baie à l'arrivée au mur en angle au fond de la pièce – ceinturer en goulotte la pièce avec du réseau (6 prises RJ45 au total à plus de 1,5 de la baie) et électricité. Le réseau va de la goulotte à la baie
- en tubes métalliques d'un seul tenant reliés à la terre (type gaine CAPRI en acier zingué et PVC, fabricant COOPER Safety) – relié si besoin par raccord constructeur (type Raccord Judodix) et terminé par un bouchon métallique mis à la terre des 2 côtés ;
- si des goulottes sont utilisées pour acheminer le câble au sein du LSE, des capots transparents doivent être utilisés, permettant une inspection visuelle permanente.

Passage dans le local CORG + percement par le haut pour arriver dans le couloir SR – en apparent vers le local ISIS GAR – cheminement à voir in situ.

### Description de l'utilisation ISIS (existant sur ISIS CORG et à faire sur ISIS GAR) :

Pour l'entrée, il y a double authentification : carte professionnelle + code (défini dans logiciel de gestion) et pour sortir il faut simplement badger avec sa carte professionnelle.

Le niveau de sécurité demandé pour chacune des pièces exige un accès limité et contrôlé. Un voyant rouge sera placé à l'extérieur du local (au-dessus de la porte). Le voyant rouge allumé, indique la présence d'une personne dans le local. Un utilisateur de classe 1 ne pourra pas entrer tant qu'il y a la présence d'une personne à l'intérieur.

Si un badge de classe '1' ouvre la porte sans pénétrer dans le local considéré et la referme, seul ce badge pourra y accéder à nouveau (et permettre au système de reprendre un cycle de contrôle normal).

Cependant un badge de classe '2' peut outrepasser cette restriction soit pour permettre le secours à personne en cas de malaise soit si le système est bloqué (badger sans que la personne ne soit rentrée).

Création d'une classe 3 : une carte 'blanche' (type gradé de permanence), peut ouvrir toutes les portes mais déclenche l'alarme sonore (message spécifique sur transmetteur).

Une fois la porte ouverte, celle-ci doit revenir en position de fermeture en moins de 30 secondes sinon signal sonore (intégré au lecteur de badge). Un badge de classe 2 [programmation spécifique] peut, par 2ème badgage, déclencher un tempo de 20min de désactivation de cette alarme (si besoin maintenance).

En cas d'ouverture sous contrainte, l'utilisateur passe sa carte devant le lecteur et quand il saisit son code, il insère # ou \* dans la séquence tapée ; l'automate ouvre la porte mais déclenche un appel d'urgence "ouverture sous contrainte" sans déclenchement de la sirène.

Pour palier à un problème électrique : le mécanisme de la porte intègre une batterie de secours. En cas de coupure électrique, la porte doit rester en mode fermé. A l'intérieur du local un déclencheur manuel vert\*\* sera placé et armé pour être actionné en cas d'urgence. Celui-ci une fois actionné, ouvrira la porte pour permettre l'évacuation du local. En parallèle un appel "alerte intrusion" est envoyé et la sirène d'alarme de 10' est déclenchée.

--- mettre un tempo de 45s après la fermeture de la porte ISIS avant la reprise en compte des détecteurs d'alarme.

- **Ajout lecteur dépannage :**

Cf guide ANSSI sur contrôle d'accès v2.1 ;

demande 1 lecteur avec clavier (spare) avec procédure simplifiée (3 pages max) pour un changement en cas de panne.

- **Lot 100 cartes blanches :**

lot de 50 des cartes "blanches" Mifare Desfire EV2/EV3 et 50 badges Mifare Desfire EV2/EV3 type "porte-clé"

- Prévoir DOE fiches d'utilisation (PDF ) + 3 séances de 2h (3 jours différents choisis par le client) pour la formation du personnel opérateur (encodage + supervision)